

)Enjeux Scop(

PTCE : la coopération comme outil de développement local

Développer les territoires par la coopération entre acteurs économiques locaux, tel est le pari relevé par les pôles territoriaux de coopération économique (PTCE), inscrits dans le projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire et objets d'un appel à projets, porté notamment par le think tank le Labo de l'économie sociale et solidaire. 23 lauréats ont ainsi été désignés en janvier dernier, dont plusieurs portés par des Scop et des Scic, naturellement tournées vers un modèle de développement local qui s'appuie sur une démarche coopérative et participative.



Le PTCE de Seignanx, qui existe dans les faits depuis près de 30 ans, œuvre pour l'emploi et le développement local

Regrouper sur un même territoire des entreprises de l'ESS et d'autres structures (entreprises commerciales, collectivités locales, centres de recherche, organismes de formation, etc.) dans une stratégie commune de mutualisation au service de projets économiques,

socialement innovants, porteurs d'un développement local durable et créateur d'emplois. Tels sont définis les pôles territoriaux de coopération économique. Ces pôles ont naturellement adopté des statuts de l'ESS. Une étude récente du RTES relevait que 74 % des

PTCE étaient organisés sous forme associative, 14 % sous forme coopérative. La Scic est généralement envisagée en phase de pérennisation. « C'est la suite logique la plus cohérente avec les principes coopératifs et économiques des PTCE ».

Passer à la vitesse supérieure

Si l'appel à projets lancé en juillet 2013 a permis à certains projets d'émerger, d'autres étaient déjà largement impulsés et en ont profité pour gagner en reconnaissance ou en poids. Au début des années 1980, alors que le bassin d'emploi situé autour du port de Bayonne est confronté aux licenciements massifs dans le secteur industriel, les élus « emprunts d'une culture ouvrière, communiste et syndicaliste » font le choix de déléguer leurs compétences en matière de développement économique et social dans une structure qui deviendra bientôt le CBE de Seignanx. « L'ESS est arrivée naturellement dans ce projet dans une logique de faire de l'économie autrement, en s'appuyant notamment sur le modèle coopératif qui permettait d'aller sur le champ économique, mais avec un statut clair et explicite sur la question sociale, dans une approche participative et collective », raconte son directeur Stéphane Montuzet. Au fil des années, plusieurs structures relevant de l'ESS sont créées ou refondées dans le cadre du CBE : entreprises d'insertion, groupements d'employeurs, Geiq (dans le BTP)... Et plusieurs Scic, dont Perf, un centre de formation aujourd'hui territorial, Interstice, première CAE en Scic, ou Éole, une entreprise de restauration collective pour les salariés de la zone industrielle voisine, du foyer de jeunes travailleurs ou de la maison de retraite. Les partenaires travaillent également à la GPECT¹. « Avec le PTCE, nous voulons passer à une échelle territoriale élargie, intervenir sur plus de problématiques – les circuits courts, la R&D, la formation professionnelle, l'environnement –, ouvrir une école des métiers de l'ESS, etc. »

Coopérer pour innover

Culture & Coopération à Saint-Étienne, la Course Boutaric à Dijon... Plusieurs projets de PTCE poussent l'innovation plus loin en misant sur l'« économie créative » pour développer leur territoire. Coopaxis, le PTCE de la région Centre « rassemble des artistes, des artisans, des personnes travaillant dans le numérique, notamment autour des logiciels libres, dans une friche culturelle située en quartier ZUS à Tours », présente Emmanuel Doudat, directeur d'Artefacts, coopérative



Juratri est à l'origine du PTCE Clus'Ter Jura

d'activités et d'emploi (CAE). Contactée par des entrepreneurs portant des projets numériques pour monter une filiale sur Tours, la CAE leur « propose tout de suite de travailler en coopération ». Le lancement de l'appel à projets du Labo ESS donne le coup de pouce nécessaire à la concrétisation d'un projet d'incubateur de projets pour lesquels le numérique peut être un vecteur de développement. Au nombre des partenaires, des organismes de formation, des entreprises, des centres sociaux, des régies de quartier, l'agglomération, le conseil général, qui profitent ainsi de la culture de coopération des autres.

De la coopération à l'emploi

« Nous partions d'un constat : ce n'est pas la peine de faire de l'insertion s'il n'y a pas d'emplois à la clé », raconte Matthieu Grosset, directeur de Juratri, à l'origine du PTCE Clus'Ter Jura. Le Jura compte 250 000 habitants, 30 000 dans l'agglomération de Lons-le-Saunier, la préfecture. Le secteur public représente 70 % de l'emploi. Mais sur les 30 % d'emplois privés restants, « il n'y a pas de filière organisée (comme les lunettes ou les jouets dans le Haut-Jura), ni de dynamique économique forte ; les entreprises ne fonctionnent pas beaucoup entre elles », déplore Matthieu Grosset. Et la Scop d'insertion peine à accompagner des personnes vers un emploi durable, faute d'emplois disponibles sur le territoire, notamment pour les personnes les moins qualifiées. D'où

l'idée de « mobiliser les acteurs locaux dans l'esprit de la coopération plutôt que dans la compétition », explique Matthieu Grosset qui étudie alors d'autres expériences territoriales pour comprendre leur modèle de développement : Archer dans la Drôme, la Scic AlterEos à Lille. L'appel à projets PTCE précipite les choses : la Scop sollicite les entreprises locales, « des structures prêtes à innover et à coopérer, les deux critères retenus » et le Clus'Ter Jura voit le jour. « La coopération n'est pas seulement économique, on partage le territoire sur lequel on est implanté. Tous ont intérêt à son développement. » Le PTCE rassemble une quinzaine de structures commerciales, associatives, publiques, coopératives. « Notre défi : créer 250 emplois à trois ans, faire émerger de nouvelles entreprises qui favorisent l'accompagnement des personnes âgées, la mobilité, l'habitat, etc., et mettre en place un fonds d'investissement », énumère Matthieu Grosset. « L'objectif est de fonctionner à 5-8 acteurs dans un premier temps pour montrer qu'en coopérant, on peut créer des emplois », en adoptant une méthodologie nouvelle. « La coopération est un atout pour n'importe quel territoire ; elle implique des vertus dynamiques économiquement, socialement, humainement ». □

Hélène Spoladore

¹ Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences territoriale.